

# PSA Automobiles

## Conditions de modification par les gestionnaires de réseau public de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs

*Date de la contribution : 17/04/2024*

### Périmètre du dispositif de modification de la puissance de raccordement

**Question 1 :** Etes-vous favorable aux hypothèses de la CRE concernant les catégories d'installation soumises au dispositif (installations raccordées en HTA et HTB) ?

Oui

### Niveau de la puissance de raccordement du client après modification par le gestionnaire de réseau

**Question 2 :** Etes-vous favorable à la formule proposée pour la modification de la puissance de raccordement ?

Non.

De quelle puissance parle t-on, puissance instantanée? Puissance au pas 10 minutes, 5 minutes?

La stratégie de la formule est de regarder le passé, qui ne présage pas de l'avenir, surtout avec la transition énergétique.

**Question 3 :** Etes-vous favorable aux périodes de 2 et 5 ans définies pour déterminer les paramètres de la formule ?

Non.

C'est le futur qu'il faut regarder, non le passé.

**Question 4 :** Etes-vous favorable à ce que la valeur de la puissance de raccordement, dès lors qu'elle a été modifiée, soit mise à jour annuellement et mise à disposition de l'utilisateur par le gestionnaire de réseau ?

Non.

Dans tous les cas, c'est la client qui a payé le raccordement, il doit garder la main sur son avenir.

### Modalités de modification de la puissance de raccordement d'une nouvelle installation par les gestionnaires de réseaux

**Question 5 :** Etes-vous favorable à la durée à partir de laquelle la modification de la puissance de raccordement peut s'appliquer aux nouvelles installations (2 ans pour la distribution et 5 ans pour le transport) ?

Je ne suis pas d'accord sur le principe que RTE dispose de la puissance de raccordement d'un client.

Si cela devait être le cas, 5 ans me paraît un minimum en distribution comme en transport.

**Question 6 :** Etes-vous favorable à ce que cette modification de la puissance de raccordement des nouvelles installations soit réalisée de manière automatique et sans indemnisation ?

Non, certainement pas, sauf si le coût du raccordement est 100% pris en charge par le gestionnaire de réseau.

### Modalités de modification de la puissance de raccordement d'une installation existante par les gestionnaires de réseaux

**Question 7 :** Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée de manière automatique ?

# PSA Automobiles

Non, le passé ne présage pas de l'avenir.

**Question 8 :** Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée sans indemnisation ?

Non, dans la mesure où c'est le client qui paye le raccordement.

**Question 9 :** Etes-vous favorable à ce qu'une indemnisation soit versée à l'utilisateur existant dont la puissance de raccordement a été modifiée et qui a besoin de tout ou partie de la puissance de raccordement récupérée ?

Oui, le client doit pouvoir bénéficier du raccordement qu'il a payé à cout nul.

L'argument de dire que le client ne participe pas aux frais d'entretien du réseau à la hauteur de la puissance de raccordement si il ne souscrit pas cette même puissance n'est pas juste.

En effet, le client n'est pas garanti de pouvoir disposer de sa puissance de raccordement après un certain délai (6 ans je crois) car le gestionnaire de réseau "donne" (alors que c'est le client qui l'a payée) à d'autre la puissance de raccordement non utilisée. Pour preuve, lorsque l'on demande une augmentation de souscription, même si elle est inférieure à la puissance de raccordement, le gestionnaire peut demander un délai afin qu'il procède à un renforcement de réseau.

**Question 10 :** Etes-vous favorable à la limitation dans le temps du droit à une indemnisation pour un utilisateur faisant une demande d'augmentation de puissance ?

NON

**Question 11 :** Une durée comprise entre 2 ans et 5 ans pour que les utilisateurs puissent formuler une demande d'augmentation de puissance et bénéficier d'une indemnisation vous paraît-elle cohérente ?

Oui puisque l'on payée.

Non car on doit conserver sa puissance de raccordement. On peut éventuellement en rétrocéder une partie au gestionnaire mais cela doit se faire de manière coordonnée et sans contrainte et surtout pas automatiquement.

**Question 12 :** Considérez-vous, dans le cas où une indemnisation serait versée à l'utilisateur, que cette dernière devrait, ou non, être dégressive en fonction de son ancienneté ?

Oui

**Question 13 :** En cas d'indemnisation selon l'option 2.1, êtes-vous favorable à la méthode de détermination des montants d'indemnité proposée par la CRE ?

Pas d'avis sur la formule

**Question 14 :** Que pensez-vous des forfaits obtenus pour les réseaux de transport et de distribution ? Êtes-vous favorable à l'application du même forfait pour l'ensemble des GRD ?

Je n'ai pas d'avis

**Question 15 :** Question 15 Etes-vous favorable la durée N moy de 25 ans considérée dans le cas où la date du raccordement de l'utilisateur n'est pas connue ?

Je n'ai pas d'avis

**Question 16 :** Si une indemnisation est versée aux utilisateurs concernés, quelle méthode d'indemnisation vous paraît la plus adaptée (en fonction de la participation initiale du client ou des coûts des nouveaux travaux nécessaires) ?

Je n'ai pas d'avis, des arguments peuvent militer pour chacune des 2 solutions...

# PSA Automobiles

**Question 17 :** En cas d'indemnisation selon l'option 2.2, êtes-vous favorable au pourcentage de 40 % du coût des travaux à la charge de l'utilisateur pour déterminer le montant de l'indemnisation ?

Pas d'avis

**Question 18 :** Avez-vous d'autres remarques sur l'encadrement du dispositif ?

La modification de puissance de raccordement ne doit pas se faire de manière automatique mais après discussion avec le client.

Une autre solution pourrait être envisagée.

RTE paye le raccordement. Le coût du raccordement est intégré au cout de la puissance souscrite en considérant la durée de vie du raccordement (et non de la durée d'amortissement).

Après un certain temps (2 ans?, 5 ans?), RTE dispose librement de la puissance de raccordement excédentaire, sauf avis contraire du client qui dans ce cas doit souscrire la puissance de raccordement avec une certaine tolérance (10%?, 20%?).